

# Libanisation de la France : c'est déjà en partie le cas



Souvenez vous de ces images terribles au milieu des années 70 où nous assistions en direct, durant le journal de 20 heures, à des combats de rue dans le centre ville de Beyrouth entre les Phalanges chrétiennes et les Morabitouns (bloc nationaliste-progressiste arabo-musulman).

Ces images nous semblaient fort lointaines et les explications fournies par les journalistes étaient déjà des plus embrouillées : guerre religieuse, inégale répartition des revenus des pétrodollars, fracture sociale irrémédiable, afflux massif de plus de 400 000 Palestiniens, politique hégémonique d'Israël dans la région, rôle des grandes puissances et de la guerre froide, etc.

Cela étant dit, un constat était facile à établir pour n'importe quel observateur : l'État libanais avait failli, enfin ce qu'il en restait... un peu comme l'État français en ce moment sans faire d'« amalgame » pour reprendre un terme à la mode.

La sécurité et le contrôle aux frontières n'était plus, depuis belle lurette, garantis par l'État mais au contraire violés chaque jour grâce à la complicité de certaines factions libanaises pro-palestiniennes, comme en ce moment des groupes d'individus aident au passage de clandestins sur notre sol et ce dans la plus grande illégalité.

Les accords du Caire de 1969, reconnaissaient officiellement l'armement des Palestiniens avec la complicité d'un État qui savait mais qui se taisait comme aujourd'hui dans nos banlieues afin de ne pas froisser certaines populations.

Une politique de discrimination positive à outrance avait privilégié les nouveaux arrivants par apport aux « locaux » dans tous les domaines de la vie économique et sociale, un peu comme « *l'affirmative action* » que nous connaissons à Sciences po...

La démographie jouait aussi contre les chrétiens qui se cantonnaient à avoir 1 ou 2 enfants pendant que les musulmans ne cessaient de procréer.

Sur un registre différent, la classe politique corrompue avait bénéficié durant de longues années avant la guerre, de moyens financiers colossaux qu'ils soient issus de « l'argent politique » (l'Arabie Séoudite existait déjà...) ou de trafics juteux divers et variés liés aux milieux économiques, ce qui ressemble fortement à la situation que nous connaissons en ce moment où le pantouflage devient la règle dans les plus hautes sphères de l'État.

Durant cette même période, l'Islam devenait politique (ne l'a-t-il pas d'ailleurs toujours été, comme le souligne Rémi Brague) dans le sillage de la révolution iranienne accentuant ainsi la confessionnalisation du Liban qui avait été mise en place dans les institutions par les Français en 1920. l'islam au Liban, un islam « *sui generis* », issu de sa cohabitation multiséculaire avec le monde chrétien qu'il soit catholique ou

orthodoxe avait lentement glissé vers un islam radicalisé et « purifié » de ses scories chrétiennes pour devenir un vecteur de la lutte anti occidentale, un peu comme l'islam de France que nous croyions imprégné de laïcité, qui révèle jour après jour sa haine de l'Occident comme le souligne Chantal Delsol.

Le « progressisme » faisait rage dans tous les secteurs de la société y compris parmi certains chrétiens qui dans un excès de zèle ont cru trop rapidement à la mort des religions telle que décrite depuis 1970 en France par une élite intellectuelle parisienne qui « habite » l'Europe et qui « a le monde pour horizon ».

Alors que cela soit bien clair et dit aux yeux de tous, y compris aux yeux de ceux qui ne veulent pas voir : Les années que nous connaissons en France seront religieuses. La confessionnalisation et la communautarisation de la société française vont aller en s'accroissant comme c'est le cas au Liban depuis 1920. Des mouvements politiques et sociaux à caractère confessionnel vont se faire jour avec encore plus d'acuité jusqu'au jour où le pire se passera et donnera raison au plus fort. Dont acte.

**Nicolas Faure**